

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 297. — 15 octobre 1966

SPÉCIAL VIET-NAM

Motion du XI^e Colloque juridique sur la guerre du Viet-nam

CONSIDERANT que la guerre qui se déroule actuellement au Viet-nam est menée en violation des règles du droit des gens, des conventions signées et des lois de l'humanité ;

Que de très hautes autorités morales et spirituelles, au premier rang desquelles il faut citer M. Thant, secrétaire général des Nations Unies, et le Pape Paul VI, ont justement dénoncé le caractère inhumain de cette guerre et souligné que les opérations menées contre le peuple du Viet-nam mettaient en péril, non seulement son droit à l'indépendance nationale garanti par les accords signés à Genève, en juillet 1954, mais l'existence même de ce peuple ;

Considérant qu'un tel conflit ne saurait être réglé par la force des armes ;

Qu'il risque, en s'étendant et en s'aggravant, par la pratique de l'escalade, d'engendrer une troisième guerre mondiale ;

Qu'en revanche, il pourrait être réglé par des moyens pacifiques, conformément au droit et à la justice, si une opinion publique mieux éclairée et plus consciente de ses devoirs le réclamaient avec assez de force à ceux qui en porteront la responsabilité devant l'histoire ;

Considérant que les participants au Onzième Colloque juridique ont estimé à l'unanimité qu'ils avaient le devoir, en tant que citoyens d'un pays qui a été l'un des principaux signataires des accords de Genève, de faire connaître leur opinion sur les aspects juridiques de la guerre du Viet-nam ;

Considérant qu'il leur appartient, en premier lieu, de qualifier au regard du droit international la nature de cette guerre ;

Que cette guerre a débuté par une révolte du peuple sud-vietnamien contre la politique d'oppression du gouvernement Diem et contre son refus de procéder aux élections prévues par les accords de Genève ; qu'elle avait ainsi le caractère d'une guerre civile, mais que, du fait de l'intervention armée des Etats-Unis, elle est devenue une guerre internationale où s'affirme la résistance nationale du peuple vietnamien ;

Considérant qu'il appartient aussi aux juristes de qualifier, au regard du droit des gens, les procédés actuellement mis en œuvre contre la R.D.V. et la population vietnamienne ;

Que la pratique des bombardements aé-

riens massifs, opérés à un rythme et avec des moyens que nulle nécessité militaire ne peut justifier, et dirigés non seulement contre les objectifs militaires, mais aussi trop souvent contre les populations civiles au Nord et au Sud, le droit international est violé ;

Qu'il l'est encore lorsque l'armée américaine utilise des produits chimiques pour détruire les récoltes indispensables pour assurer la subsistance des populations civiles ;

Considérant, enfin, qu'il appartient aux juristes de seconder l'effort de ceux qui, dans le monde entier et aux Etats-Unis même, réclament l'ouverture de pourparlers en vue d'un cessez-le-feu et d'un règlement politique ensuite, pour que le peuple vietnamien soit libre de régler comme il l'entend, sans ingérence d'aucune sorte, sa vie nationale ;

Que les juristes doivent, pour ce faire, indiquer les conditions de nature à favoriser l'ouverture de ces pourparlers.

CONSTATE :

1) que les principes fondamentaux du droit international consacrés par la Charte des Nations Unies (article 214) exigent qu'il soit mis fin immédiatement et sans condition à l'agression armée menée contre la R.D.V., tant à partir du territoire sud-vietnamien que des bases américaines de Formose et de Thaïlande et d'unités navales opérant en haute mer ;

2) que le respect des principes d'indépendance et d'intégrité territoriale, affirmé par les accords de Genève, implique l'engagement par les Etats-Unis de retirer du Viet-nam toutes leurs forces armées et de supprimer les bases militaires qu'ils y ont établies ;

3) que les combats se déroulant essentiellement entre les forces de l'armée populaire de libération et les troupes sous commandement américain, tout accord d'armistice requiert une négociation avec le F.N.L. ;

4) que le F.N.L., dirigeant la résistance nationale, ayant établi son autorité et son administration sur une grande partie du territoire et de la population du Sud-Viet-nam, toute solution politique qui ne tiendrait pas compte de cette situation ne serait pas conforme à la réalité ;

AFFIRME :

Que tout règlement de paix doit avoir pour base les accords de Genève de 1954,

ce qui implique les conséquences suivantes :

1) Tant que le pays restera divisé en deux zones, les affaires du Sud-Viet-nam doivent être réglées par les sud-vietnamiens eux-mêmes, sans ingérence extérieure, par la constitution d'un gouvernement représentatif de coalition. Ce gouvernement sera chargé de mettre en place les institutions démocratiques, excluant toutes représailles et toute discrimination.

Les forces armées organisées relevant des autorités de la R.D.V., qui se trouveraient au Sud-Viet-nam, seraient transférées au Nord de la ligne de démarcation provisoire formée par le 17^e parallèle.

2) La réunification du Viet-nam sera réalisée par une procédure démocratique selon des modalités et des délais qui seront arrêtés par les deux gouvernements du Nord et du Sud.

3) Le respect des principes de l'indépendance, de l'unité, de l'intégrité du Viet-nam-Nord et la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales garantie par des institutions démocratiques seront assurés.

4) Sera interdit à tout Etat étranger de créer au Viet-nam-Nord des bases militaires et de maintenir et d'intégrer le Viet-nam-Nord dans une alliance militaire.

5) La surveillance et le contrôle des accords internationaux à intervenir seront confiés à la Commission internationale des Trois, dotée des moyens nécessaires, sous l'autorité des co-présidents et des Etats membres de la conférence de Genève.

EMET LE VŒU :

Que le Viet-nam-Nord puisse bénéficier de mesures internationales, afin de relever son économie dévastée par la guerre ;

Fait appel à tous ceux, autorités morales ou politiques, personnalités internationales, qui ont la confiance des belligérants, et leur demande d'unir leurs efforts pour créer un climat permettant d'ouvrir, dans les conditions prévues ci-dessus, des négociations et de préparer le règlement de tous les problèmes du Sud-Est asiatique dont la guerre du Viet-nam n'est qu'un aspect particulièrement dramatique.

Le Colloque appelle tous les Français à se sentir concernés par les problèmes vietnamiens et à agir dans le sens de la Paix.

BRIVE : notre objectif reste le renouveau de la gauche

La presse nationale a longuement parlé des récentes élections municipales de Brive et l'éditorial de Pierre Beregovoy, la semaine dernière, en a analysé les différents aspects politiques au plan national. Qu'il me soit permis aujourd'hui de donner ici le point de vue d'un des responsables de la gauche engagés dans cette bataille.

D'abord un fait saute aux yeux avant toute analyse politique : l'ampleur des moyens financiers dont disposait l'U.N.R., et que nous pouvons raisonnablement estimer à une trentaine de millions d'anciens francs, sans compter une centaine de millions dépensés depuis septembre 1965 au profit du luxueux hebdomadaire gaulliste : « L'Essor du Limousin ».

Un secrétariat nombreux, parfaitement organisé, épaulé par le cabinet parisien du secrétaire d'Etat ainsi que par « Service et Méthodes », plusieurs dizaines de « gorilles » parisiens à disposition, des distributeurs de journaux et de tracts grassement rétribués. (« Combien te paie-t-on ?... » demandait un jeune mercenaire à un militant P.S.U. assumant la diffusion de nos journaux...), plusieurs numéros de « L'Essor », des lettres individuelles expédiées par dizaines de milliers aux électeurs selon leurs catégories sociales, l'ouverture d'un bureau d'aide sociale et pour terminer une luxueuse brochure en offset d'une trentaine de pages diffusée à quelque 50.000 exemplaires...

Voilà les moyens dont dispose un secrétaire d'Etat pour gagner des élections, sans parler du porte à porte, des promesses de vestibules pour faire des voix sans faire de bruit, sans parler aussi de l'envoi de colis, de tous les moyens de pression utilisés et pour finir de scandaleuses inscriptions à la peinture sur les vitrines, brisée pour l'une d'entre elles, de quelques commerçants de gauche...

Tels sont les procédés de l'U.N.R. qui situent les hommes de ce régime à leur véritable valeur morale. M. Charbonnel a même été, lors de sa réunion publique, jusqu'à traiter à plusieurs reprises de « voyous » les auditeurs qui manifestaient leur désapprobation à son égard...

Pourtant les Brivistes ont fait confiance au représentant du gouvernement. Ils ont voulu « essayer » celui qui leur promet tant de choses depuis si longtemps et qui fait habilement contraster ces promesses avec la situation économique difficile de notre région.

Pourtant le gouvernement ne fait que bien peu de chose en faveur du Limousin, car il laisse tout simplement se poursuivre son lent mais régulier dépérissement. Pierre Beregovoy a raison lorsqu'il souligne que le sous-développement a paradoxalement servi les intérêts de Charbonnel. Puisqu'il faut « sauver » Brive et sa région, qui serait mieux placée qu'un ministre pour y parvenir ? Ce raisonnement a prévalu surtout dans les couches les plus défavorisées ; ainsi, dans un atelier employant 20 femmes qui gagnent de 350 à 400 F par mois, 18 ont cru au miracle économique du ministre...

C'est donc bien d'un « succès alimentaire » qu'il s'agit et Charbonnel ne s'est pas privé de faire vibrer cette corde ; il a promis quantité de choses et beaucoup de gens croient que son poste de ministre lui permettra de les réaliser. Il se prend d'ailleurs tellement au sérieux qu'il titre l'article de la victoire dans son journal de cette semaine : « Brive, porte du Midi, a trouvé son SOLEIL ». Et s'il s'agissait d'un pâle soleil d'automne, présage de l'hiver ?...

La nouvelle droite

Trêve de plaisanterie ; l'expérience que nous venons de vivre mérite d'être analysée quant au fond. En effet, le style, les méthodes et le ton de Charbonnel témoignent de l'existence d'une nouvelle classe politique.

Et cette classe politique vient de faire à Brive une démonstration qu'il ne faut pas sous-estimer ; nous avons, en effet, après la défaite, toujours, et sans doute plus que jamais, besoin de rester lucides. Or pour expliquer la victoire, inattendue quant à son ampleur, de notre adversaire, disons que Charbonnel, mis à part son argent et son maroquin, a donné un autre style à la droite en parlant un langage neuf, sur les problèmes économiques en particulier. Et il a réussi à accrocher sur ce terrain un électoralat à la recherche d'efficacité immédiate et séduit par ses promesses.

D'autre part, le centre, traditionnellement représenté par le radicalisme et qui tenait la mairie depuis très longtemps, a volé en éclats depuis l'arrivée à Brive de Charbonnel. Il faut dire que, face au radicalisme divisé et malade, notre adversaire a eu beau jeu de récupérer, par les moyens les plus divers et en jouant notamment sur les oppositions de personnes, une partie des ex-radicaux qu'il a, par fractions successives, absorbés. Le parti radical, tout-puissant à Brive depuis des dizaines d'années, se réduit aujourd'hui à quelques notables qui jouent le rôle de force d'appoint, les uns au gaullisme, les autres à la gauche.

Quant au Centre démocrate, dans un affrontement gauche-droite, il n'avait d'autre solution que de rejoindre sa famille naturelle, d'autant plus que le M.R.P. était déjà allié à l'U.N.R. en 1965.

Ainsi Charbonnel a-t-il réussi, tout en prétendant réaliser un large rassemblement, à digérer des notables du centre droit et du centre qui ont eu le mérite de lui servir de caution et de lui apporter des voix. Mais ces hommes ne sont en fait que les otages de l'U.N.R. qui, petit à petit, élargit son assiette politique aux dépens des forces traditionnelles.

Le conservatisme moderne, qui a beaucoup d'appétit et qui use abondamment d'argent et de bluff, s'implante ainsi progressivement dans la vie locale. Aussi écurant soit-il quant à ses méthodes, nous nous devons d'être vigilants devant ce phénomène qui modifie progressivement la vie politique française.

Renouveler la gauche

La gauche, quant à elle, a eu le mérite, dans cette élection, de réaliser son unité ; c'est important mais, hélas, les résultats prouvent que les vertus de l'union sont insuffisantes. Aussi nous devons-nous de constater qu'à chaque élection, Charbonnel prend de nouvelles voix à la gauche, 1962, 1964, 1965, 1966...

Faut-il rester passifs et poursuivre notre action sans tenir compte de ce phénomène nouveau ? Faut-il se contenter de diatribes contre le pouvoir personnel et ses méfaits ?

Je ne le pense pas. Ce régime provoque des mutations dans la vie politique française. Les adversaires les plus sérieux du gaullisme sont ceux qui aident la gauche à devenir majoritaire en se modernisant et en s'adaptant aux situations nouvelles dans lesquelles elle est placée.

A Brive, notre union était, il faut bien le dire, celle de la vieille gauche, union faite au détriment du P.S.U. dont les idées modernistes étaient gênantes dans la mesure où elles remettaient en cause trop d'habitudes politiques. Mais c'est parce que nous avons été dans le courant et non les derniers à nous battre, que nous pouvons exprimer maintenant notre façon de voir.

L'union de la gauche n'est pas en cause dans cet échec, mais seulement la façon de la réaliser. Et c'est important car il s'agit, à côté du contenu programmatique, d'un type d'hommes nouveaux à mettre en avant, représentatifs de couches sociales en extension et ayant une large ouverture de vue sur tous les problèmes tant au niveau de la cité que de la région.

Pour gagner le pourcentage qui manque à la gauche, il est vain de rechercher l'alliance avec des forces conservatrices qui rend impossible tout programme sérieux de réforme. C'est en proposant des solutions constructives aux problèmes posés à tous les niveaux et en rénovant le personnel politique de la gauche que nous redonnerons confiance à certaines couches d'électeurs qui trouveront aussi leur expression politique.

Chercher le mal aux frontières de la gauche alors qu'il sévit en son sein est utopique. C'est confondre politique et arithmétique et se refuser à tenir compte des mutations sociales en cours.

L'élection de Brive, aussi douloureuse soit-elle pour ceux qui l'ont vécue, est une leçon qu'il ne faut pas laisser passer. Mais la gauche moderne doit y trouver la confirmation de sa raison d'être et de son action. Puissent les responsables comme les militants politiques comprendre enfin qu'il ne suffit pas de ravalier un édifice en mauvais état pour en faire usage, il faut d'abord le rénover et le moderniser. Il en est de même pour la gauche : elle ne deviendra majoritaire que dans la mesure où, dans

son sein, les éléments novateurs s'affirmeront et se substitueront progressivement aux vieilles couches politiques.

L'objectif prioritaire pour notre parti reste, c'est encore plus clair au lendemain de ce scrutin, l'indispensable renouveau de la gauche.

Gérard Denecker.

La candidature de Pierre Mendès France à Grenoble

Communiqué du Secrétariat national

Le Secrétariat national du P.S.U. a demandé à Pierre Mendès France d'être candidat dans la circonscription de Grenoble-Sud et lui a donné son investiture à cette fin. Il se réjouit donc du large soutien que cette candidature a déjà reçu des formations qui s'y sont ralliées dans un esprit d'union de toute la gauche.

Le premier souci de nos camarades P.S.U. de Grenoble depuis plusieurs mois, en ce qui concerne les élections législatives, a été de prolonger sur ce terrain l'expérience municipale. Il était à la fois nécessaire de maintenir à cette occasion la cohésion de l'équipe municipale constituée par le G.A.M., la S.F.I.O. et le P.S.U. et de proposer une solution qui permette l'union de toute la gauche au second tour. Il fallait enfin rechercher les meilleurs moyens d'obtenir la victoire.

La candidature de notre camarade Pierre Mendès France est apparue rapidement comme la meilleure solution et a recueilli l'accord des forces de gauche associées depuis dix-huit mois à la gestion de la municipalité.

Il subsistait deux problèmes : — celui du programme. Pierre Mendès France a affirmé à tous ses interlocuteurs, qu'en l'absence de programme commun de la gauche, que nous souhaitions pour notre part, c'est sur la base des positions du P.S.U. que se mènerait la campagne. Cela n'a soulevé aucune objection ;

— celui du suppléant. Il était nécessaire de maintenir le caractère de la cohésion municipale, c'est-à-dire de recueillir l'accord des forces de la gauche de tradition et des forces nouvelles dont l'importance est particulière à Grenoble, d'où le choix de Guy Nevache, chef de cabinet du maire de Grenoble, investi par la Fédération de la gauche.

Lancement d'un groupe P.S.U. à la S.N.E.C.M.A.

Le lancement du groupe P.S.U. de la S.N.E.C.M.A. (boulevard Kellermann, à Paris), qui était en préparation depuis plusieurs semaines, est devenu effectif. Sa création officielle a été l'occasion d'un meeting organisé à proximité de l'usine de moteurs d'avion par la section P.S.U. du 13^e arrondissement.

Rappelant les interventions faites depuis 4 ans par les élus P.S.U. au Conseil municipal de Paris, Claude Bourdet a apporté le soutien de notre parti aux revendications des travailleurs de l'entreprise. Le chômage, on le sait, les menace gravement.

Pour supporter la concurrence des firmes anglo-saxonnes, la direction de la S.N.E.C.M.A. a décidé la création à Corbeil d'une usine ultra-moderne, et l'abandon progressif de certaines de ses installations anciennes, boulevard Kellermann, à Boulogne-Billancourt et à Suresnes notamment. Déjà un premier transfert a eu lieu au retour des vacances. Mais les conditions de ce déplacement d'activités ont été scandaleuses : licenciement de délégués, déclassement de salaires, absence de logements pour les travailleurs transférés, lenteur et précarité des transports par cars... A Corbeil règne de plus une atmosphère policière qui a déjà provoqué des débrayages.

C'est en fait un véritable sabotage de l'entreprise nationale qu'organise la direction de la S.N.E.C.M.A., conformément au V^e plan gaulliste, qui prévoit 15.000 suppressions d'emplois dans l'aéronautique française... Bourdet a longuement expliqué ce que devrait être le contre-plan de l'aéronautique à mettre en œuvre par la gauche, comment le financer, comment concilier ses objectifs avec ceux du contre-plan général présenté par le P.S.U. Une large discussion a suivi.

Nos camarades du groupe P.S.U. de la S.N.E.C.M.A. vont maintenant exploiter ce premier succès : approfondissement du contre-plan de l'aéronautique ; prises de position de

type socialiste sur les revendications de la profession ; développement de l'influence P.S.U. dans l'entreprise et propagande... Un exemple à imiter.

Le Mans : Nouvelle bataille municipale

On se souvient des résultats des municipales au Mans en mars 1965. Au second tour, c'est par 29.312 voix contre 29.304 que la liste de droite Maury, pourtant appuyée par le déstabilisme de la liste U.N.R. du maire sortant Chapalain l'emportait sur la liste de gauche (P.C.-S.F.I.O.-P.S.U.) Cet écart infime (8 voix), comme les irrégularités constatées dans le déroulement du scrutin, amenaient les partis de gauche à réclamer immédiatement l'annulation de l'élection. Sans attendre la sentence du tribunal administratif de Caen, le maire Maury et le Conseil municipal viennent de donner leur démission. On va donc revoter prochainement au Mans.

La section P.S.U. du Mans vient de publier un communiqué dans lequel elle affirme que « fidèle à son idéal d'unité de la gauche et respectueuse de l'engagement pris au lendemain des dernières élections avec le parti communiste et la S.F.I.O. », elle « affirme sa volonté de tout mettre en œuvre pour donner à la ville du Mans une municipalité démocratique au service de l'ensemble de la population sur la base d'un programme réaliste ».

L'élection dans le canton de Longjumeau

Il s'agissait de remplacer le conseiller général communiste Perriaud, décédé accidentellement.

Les résultats ont été les suivants : Inscrits, 20.573 ; exprimés, 9.751 (plus de 50 % d'abstentions). Ont obtenu : Danis (comm.), 3.607 voix ; Roger Roth, 2.903 ; Bahier (Progress social), 1.328 ; Triplet (P.S.U.), 593 ; Rey (Féd. gauche), 548 ; Jean-Pierre Bone, sans étiquette, 519 ; Robert Attal, sans étiquette, 223 ; divers, 32.

Les résultats obtenus par le P.S.U. dans ce milieu difficile sont satisfaisants à bien des égards. En 1964, avec peu près le même nombre de suffrages exprimés, notre candidat avait obtenu 468 voix et avait été devancé par le candidat S.F.I.O. qui en avait obtenu 618.

Il est tout à fait significatif que dans les quartiers occupés par des pavillons individuels, les partis traditionnels aient obtenu un plus grand pourcentage de voix et que les meilleurs scores du P.S.U. l'aient été dans les grands ensembles (Chevilly-Larue, certains quartiers de Sainte-Geneviève-des-Bois).

M. Roth, ancien député U.N.R., ancien maire de Philippeville, membre du Conseil économique et social, était le candidat commun de l'U.N.R., des indépendants et du « Centre démocrate » (mais oui, ce « Centre » montre, comme à Brive, sa véritable figure !). Il doit être battu au second tour, comme Max Petit (O.R.T.F. et député U.N.R., c'est un cumul fréquent), l'a été en 1964, par le regroupement des voix de gauche.

Pour le second tour, les candidats du P.S.U. et de la F.G.D.S. ont décidé de se désister en faveur du candidat communiste qui devient ainsi le candidat unique de la gauche.

Les sondages d'opinion et le P.S.U.

Plusieurs camarades nous ont alertés sur la manière dont l'I.F.O.P. opérait actuellement des sondages.

On pose la question : « Pour qu'avez-vous l'intention de voter lors des prochaines élections ? » Et on donne à la personne interrogée sept bulletins de vote imprimés pour les partis suivants : indépendants (Giscard d'Estaing), U.N.R., indépendants (Pinay), M.R.P., radical, S.F.I.O., communiste.

Le P.S.U. ne figure pas sur la liste. Quelques personnes se déclarent néanmoins en sa faveur, d'autres qui le désiraient votent pour un parti voisin, d'autres déposent des bulletins blancs. Il est évident que le P.S.U. n'obtient pas ainsi sa part normale, alors que dans une enquête précédente 3 % des maires s'étaient déclarés favorables au P.S.U. et 5 % au P.C., et que, interrogés même par des services officiels, de nombreux élus locaux, n'ayant pas leurs cartes de notre parti, se déclarent « de tendance P.S.U. ».

J'ai signalé cette lacune à M. Saoud, directeur de l'I.F.O.P.

Il m'a répondu que dorénavant le P.S.U. serait traité comme les autres partis dans les enquêtes et je dois avoir prochainement un entretien avec lui à ce sujet.

Edouard Depreux.

TOUT EST ENCORE POSSIBLE

Il s'est produit, la semaine dernière, deux événements parfaitement contradictoires.

D'un côté la Fédération de la gauche démocrate et socialiste s'est déclarée prête à soutenir, lors des prochaines élections législatives, un certain nombre de candidats de droite. De l'autre, les délégués de cette même Fédération ont contresigné, aux côtés des représentants du parti communiste et du P.S.U., un texte condamnant très clairement la politique américaine au Viet-nam. Elle montre à quel point la situation demeure fluide et incertaine. Rien n'est encore joué et il est toujours en notre pouvoir de faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre.

Toute notre action, chacun le sait, tend à promouvoir une alliance générale de la gauche et à fonder cette alliance sur un programme cohérent et efficace. Pour atteindre cet objectif, nous sommes prêts à envisager différentes procédures et à conclure différents types d'accords.

par Gilles MARTINET

Mais sans doute est-il nécessaire de préciser que jamais, à aucun moment et sous aucune forme, nous ne souscrirons à des arrangements qui n'auraient qu'un caractère purement tactique. Les accords nationaux ou locaux que le P.S.U. sera conduit à passer comporteront nécessairement une clause sur le programme et une clause sur les alliances. Et cette dernière clause exclura tout soutien des forces réactionnaires, qu'elles aient l'étiquette gaulliste ou l'étiquette lecanuetiste.

Notre position en face des prochaines élections législatives n'est pas différente, dans son principe, de celle que nous avons suivie en 1965, lors des élections municipales, puis à l'occasion de l'élection présidentielle. Nous cherchons à obtenir, partout où cela est possible, une coalition générale de la gauche et, à l'intérieur de cette coalition, nous entendons favoriser l'affirmation du courant du renouveau socialiste. Car, plus que jamais, nous pensons que c'est de l'ampleur de ce courant que dépend le succès ou l'échec des forces populaires.

Est-ce là un projet utopique ? On serait tenté de le penser, en lisant le dernier communiqué de la Fédération. On ne le croit plus lorsqu'on examine ce qui s'est passé samedi et dimanche, au Colloque sur le Viet-nam. Ce Colloque abordait un sujet sur lequel la gauche semblait le plus divisée. Entre la position de départ de la Fédération, qui voulait établir une symétrie entre les responsabilités des Etats-Unis et celles du Nord-Viet-nam et la position du parti communiste qui souhaitait s'en tenir à une simple condamnation de l'impérialisme américain, aucun compromis ne paraissait possible. Et, effectivement, il n'y eut pas de compromis, pas de motion nègre-blanc souhaitant gentiment l'arrêt des hostilités et le retour à la paix. Il y eut un texte définissant clairement et précisant les conditions de cette paix.

C'est que, pendant de longues heures, une discussion réelle avait pu se dérouler et que, peu à peu, les principaux antagonismes avaient été dépassés. Dans cette discussion, nous nous sommes efforcés de mettre l'accent sur l'essentiel. Nous ne nous sommes pas attardés à dénoncer les « erreurs » et les « maladroites » du gouvernement américain. Nous avons, en revanche, souligné les objectifs très cohérents et très logiques qui inspirent sa politique. Celle-ci vise avant tout à faire la preuve que la « subversion » n'est pas payante, que la révolte contre un certain ordre établi est toujours durement punie. En combattant le Viet-nam, l'armée américaine entend intimider toute l'Asie et toute l'Amérique latine.

C'est contre cet esprit de croisade, contre cette nouvelle Sainte-Alliance, que nous avons demandé au Colloque de se prononcer. Il nous semblait que, si nous n'étions pas d'accord pour affirmer notre volonté d'aider les peuples à se dégager de toutes les tutelles et de toutes les interventions étrangères, d'où qu'elles viennent, nous ne serions pas non plus d'accord pour élaborer un texte commun sur le Viet-nam. Mais nous pensions que si la condamnation de l'esprit de croisade pouvait être unanime, alors la résolution qui sortirait du Colloque serait également unanime. Et c'est ce qui s'est effectivement passé.

Que conclure de cette expérience, sinon que la discussion d'un programme commun est à la fois possible et nécessaire ? Et que cette discussion, une fois engagée, conduit logiquement à des solutions qui sont proches des nôtres ?

Toute la question est de rendre cette discussion inévitable, de contraindre ceux qui la fuient à l'accepter. Cela est difficile, mais cela n'est pas impossible et, encore une fois, cela dépend en grande partie de nous.

ACTUALITÉ SOCIALE

La crise de la F. E. N.

La crise de la Fédération de l'Education nationale, que l'on pressentait à travers les heurts de tendances et de catégories, vient de recevoir une confirmation spectaculaire par la démission du secrétaire général, Georges Lauré.

Bien qu'appartenant à la tendance autonome majoritaire, ce dernier était en désaccord avec ses camarades de tendance du S.N.I. sur certains problèmes pédagogiques et sur la reconnaissance de la C.F.D.T. comme interlocuteur valable dans le monde syndical.

Georges Lauré estimait irréversible la création de collèges indépendants dans le premier cycle du secondaire, alors que le S.N.I., craignant de voir lui échapper une partie de sa clientèle, maintient son opposition à cet aspect de la réforme gouvernementale. Le S.N.I. est également hostile à toute collaboration avec la C.F.D.T., considérée purement et simplement comme une organisation cléricale (position qui n'est toutefois pas celle de l'importante minorité ex-cégétiste).

Par ailleurs, la fusion du S.N.E.S. et du S.N.E.T. menace — en dépit du byzantinisme des tendances — la prépondérance du S.N.I. (qui représente encore plus de la moitié des adhérents de la F.E.N.).

A la direction de la F.E.N., Lauré a été remplacé par un membre majoritaire du bureau du S.N.I., James Marangé.

Son élection a été acquise à la Commission exécutive fédérale par 27 voix contre 10 (les représentants de la minorité ex-cégétiste) et 10 abstentions (des représentants de la tendance autonome du S.N.E.S.).

Marangé — que l'on dit ouvert à certaines évolutions — parviendra-t-il à maintenir l'unité de la puissante organisation autonome ?

La grève du métro marque, avec celle du personnel de l'enseignement technique, la relance de l'action syndicale. Elle fait partie également de ces conflits de plus en plus nombreux qui portent sur les conditions de travail. Enfin, elle s'est déroulée dans un climat de controverse et de sur-

enchère entre les organisations syndicales (dont le nombre s'élève dans cette branche jusqu'à une vingtaine).

Pourtant, l'amplitude des journées de travail, le nombre des coupures fournissent de bons arguments aux syndicats de la R.A.T.P., qui jugent insuffisantes les quelques améliorations apportées par la direction. Celle-ci refuse d'aller plus loin en invoquant la situation financière qui ne lui permet pas de procéder à de nouveaux embauchages. C'est toujours la même question : le personnel des services publics doit-il faire les frais des servitudes qui pèsent sur ceux-ci ?

Au cours de la préparation de la grève du métro, nous avons retrouvé l'opposition entre F.O. et la C.F.T.C. maintenue, d'une part, la C.G.T. et la C.F.D.T., d'autre part. Les deux premiers syndicats préconisaient une action étalée sur trois jours, alors que la C.G.T. et la C.F.D.T. entendaient limiter la grève à 24 heures. F.O., en particulier, considérait cette forme d'action comme « inefficace et démobilitatrice » et ne s'est ralliée qu'au dernier moment. Elle ne s'est d'ailleurs pas ralliée dans les autobus où le mouvement a été moins unanime. Il n'est pas sûr toutefois qu'une action portant sur plusieurs jours eût été plus efficace, compte tenu des réactions du public qui tolère mal les inconvénients d'une grève prolongée.

Après tout, l'exemple des navigants d'Air France et des roulants de la S.N.C.F. a montré que des actions de harcèlement peuvent être relativement payantes, à condition de leur donner des objectifs précis et de poursuivre une campagne d'explication auprès de l'opinion. Aussi apparaît-il de plus en plus nécessaire de replacer les revendications intéressant les conditions de travail et le problème de l'emploi — dont on reparlera dans les prochaines semaines — dans le cadre d'une politique économique d'ensemble. L'accord C.G.T.-C.F.D.T. avait marqué une première étape dans cette direction. Il faut maintenant aller plus loin.

Maurice Combes.

CUISINE ET INTENDANCE

On sait que le général de Gaulle ne se préoccupe pas de l'intendance. Un chef se reconnaît à ce qu'il distingue du premier coup d'œil l'essentiel — qui est son affaire — du « vulgaire » qui ne s'élève pas jusqu'à son ressort.

Prenez modèle sur son patron, notre ministre de l'Education nationale vient de fixer, à son tour, l'ordre des hiérarchies dans son domaine. Nous en avons été avisés par la T.V. au cours du dernier « En direct avec... ».

L'intendance, le vulgaire, le subalterne s'appellent ici « la cuisine ». « Vous m'interrogez sur la cuisine », a-t-il dit aux journalistes en faisant la moue.

La cuisine, c'étaient les programmes.

Le public se figurait que, les programmes étant ce que l'on enseigne, ils constituaient, sinon la totalité des problèmes que pose l'enseignement, tout au moins son noyau substantiel. Erreur, ce n'est que cuisine.

Nous réclamons des locaux, des maîtres plus nombreux, des classes moins chargées parce que la plus admirable réforme restera lettre morte si les élèves s'entassent dans

les établissements ou demeurent à la porte, si les éducateurs font défaut. Mais, ce faisant, nous avons conscience qu'à ce niveau-là, nous ne luttons encore que pour les conditions d'un enseignement. Celui-ci reste encore à définir, en particulier par son contenu qui est les programmes. Erreur : le contenu, c'est la cuisine.

Nous pensions que la démocratisation véritable d'un enseignement repose, partie sur les possibilités données à tous d'accéder à l'instruction, partie sur le caractère même de cette instruction. Et qu'à cet égard, le rôle de premier ou de second plan accordé à telle discipline (Napoléon le savait), le choix de tel ou tel texte littéraire, l'accent mis sur tel ou tel aspect de l'Histoire, l'introduction de telle ou telle étude nouvelle sont des questions de grande importance. Erreur : c'est de la cuisine.

M. Fouchet confond-il la stratégie avec l'intendance ?

Ignore-t-il ses programmes et préfère-t-il n'en pas parler ?

Il semble, en tout cas, qu'il n'ait pas encore compris pourquoi on l'a mis là. Nous non plus.

C. A.

COMMUNIQUE DU P.S.U. SUR LA REFORME FONCIERE

qui seront simplement concédés à titre temporaire aux utilisateurs.

Mais ces progrès ne suffiront évidemment pas à mettre fin au scandale permanent de la spéculation foncière, qui n'a fait que s'amplifier. Au contraire, le gouvernement prend maintenant son parti de la hausse du prix des terrains et des plus-values induites qu'elle entraîne et qui étaient jusqu'ici condamnées ; il se déclare prêt à abandonner une large partie de ces plus-values aux propriétaires qu'il défend.

Pareillement, le gouvernement renonce à l'impôt foncier qui devait décourager les propriétaires de thésauriser les sols nécessaires à la construction tout en aidant les collectivités locales à financer leur équi-

pement. Enfin, au lieu de soustraire à la loi du profit les terrains indispensables à l'équipement du pays et à la construction, le gouvernement laisse les prix des sols évoluer selon une loi du marché que la concentration urbaine fait fonctionner inexorablement dans le sens de la hausse.

Ainsi, en sacrifiant une fois de plus l'avenir du pays (qui exige de vastes équipements d'infrastructures, une construction sociale massive et de nombreux équipements sociaux collectifs, donc d'énormes surfaces à urbaniser) au respect de la propriété individuelle et des mécanismes du marché, le gouvernement montre combien ses choix politiques limitent son action. Après tant de réformes abandonnées depuis huit ans (taxe

d'équipement de 1961, taxe de régularisation des valeurs foncières de 1963) ou restées inappliquées (bail à construction de 1964), la nouvelle réforme n'empêchera pas les prix des terrains de monter, aux frais de la collectivité qui devra les racheter ultérieurement pour assurer son équipement.

Le P.S.U. estime que seule la municipalisation des sols à bâtir, qu'il a proposée dans son contre-plan, permettrait de mettre définitivement fin à la spéculation, en refusant d'entériner les hausses passées, en soustrayant à l'avenir les sols à la loi du profit et en confiant démocratiquement aux collectivités locales le soin d'acquérir et d'utiliser les sols nécessaires à leur équipement et à leur programme de construction.

Le projet de réforme foncière adoptée par le Conseil des ministres n'est que le pâle reflet d'un projet beaucoup plus vaste qui a été laminé depuis cinq mois, au nom des impératifs politiques du conservatisme gaulliste (respect du droit des propriétaires à profiter de la spéculation foncière) et de l'« opportunité » électorale (pas de création d'impôt foncier avant les élections).

Tel quel, ce projet apporte — s'il est appliqué — trois progrès réels : la définition rapide des schémas de développement de toutes les agglomérations urbaines ; la taxation des superbes réalisés par les promoteurs ou les propriétaires qui construiront au-delà des densités souhaitables d'occupation du sol ; enfin, la mise hors marché des terrains du cœur des villes nouvelles,

Autogestion yougoslave

En 1945, les communistes yougoslaves se sont retrouvés au pouvoir pour avoir su prendre la tête de la résistance au nazisme, pour avoir été les seuls à proposer une solution valable à l'épineuse question des nationalités : le fédéralisme. Un petit parti de moins de 15.000 membres avait réussi le tour de force de créer, en quelques années, autour de lui une armée de 800.000 partisans et de libérer, dès 1943, la moitié du territoire national avant de rejeter les nazis, presque tout seul, fait unique en Europe. Restait à édifier le socialisme dans un pays pour une très large part sous-développé et économiquement arriéré. Il fallait construire la base économique qui permet l'édification du socialisme, réaliser ce que les économistes appellent l'accumulation primitive. Le mérite et l'originalité des communistes yougoslaves est d'avoir choisi pour cela, très tôt, des méthodes progressives. Ils se refusèrent, par exemple, à appliquer dans le domaine agricole une politique de collectivisation totale et forcée. Ils se refusèrent également à sacrifier la démocratie, cherchant, grâce à la politique d'autogestion, à faire participer le maximum de travailleurs à la gestion économique. Voici à cet égard un reportage sur une entreprise autogérée de la République de Bosnie-Herzégovine visitée par le Cercle populaire d'études de Toulouse.

Visite au complexe industriel de Zenica

Le complexe industriel de Zenica est le plus important des Balkans. Il a été fondé en 1896 avec des capitaux autrichiens et hongrois. Au départ, il comprend quelques ateliers, une aciérie, un four. Avant 1914, la production est de 3.000 tonnes d'acier. Avant la deuxième guerre mondiale, elle atteint 110.000 tonnes par suite de l'agrandissement de l'usine. En 1945, les destructions de la guerre ont ramené la production à 50.000 tonnes. La période de reconstruction va permettre de retrouver la production d'avant guerre. En 1958, la reconstruction est totale. On a construit depuis une nouvelle cokerie qui comprend trois batteries de 600.000 tonnes de capacité, des hauts fourneaux, une nouvelle aciérie, des ateliers de transformation. Aujourd'hui, la capacité de production est de 800.000 à 1.000.000 de tonnes. Quatorze mille ouvriers travaillent à Zenica.

Mercredi 17 août, nous avons pu visiter pendant deux heures une partie des installations sidérurgiques de Zenica : ateliers de réparation de matériel, tréfilerie, hauts fourneaux, laminoirs, etc.

L'après-midi, pendant deux heures, le président des syndicats de Zenica et les responsables des Jeunesses socialistes de la ville ont répondu, dans une atmosphère de franche cordialité, aux questions que nous leur avons posées.

Question. — Que représente l'autogestion à Zenica ?

Réponse. — En 1949, existait à Zenica un Conseil ouvrier consultatif. Depuis 1950, le Conseil ouvrier possède toutes les responsabilités et tous les droits. Avec quatorze mille ouvriers, le collectif de Zenica est un des plus grands de la Yougoslavie. Depuis 1956, les élections ont lieu par atelier (mille à deux mille ouvriers) et même par section d'atelier. Les élections ont lieu au vote secret. Tous les mois, il y a une réunion de tous les ouvriers qui travaillent. S'il y a des problèmes graves, les ouvriers en sont prévenus quinze jours avant la réunion. Tous les ouvriers peuvent poser leur candidature aux élections. Le mandat est de deux ans. Chaque année, il y a renouvellement de la moitié des élus qui constituent le Conseil ouvrier.

Le Comité de direction comprend onze membres et onze suppléants. Il est rééligible par tiers tous les ans. La loi prévoit que personne ne peut être réélu consécutivement plus de deux fois.

Le directeur de l'usine, membre de droit du Comité de direction, ne peut en être élu président. Le directeur est choisi sur une liste établie d'après les compétences par une commission comportant trois membres émanant de la commune et trois membres émanant de l'entreprise.

Q. — Que se passe-t-il en cas de conflit entre le directeur et le Conseil ouvrier ?

R. — La procédure est prévue par la loi. Le directeur est chargé d'exécuter les décisions. S'il n'est pas d'accord, il a la possibilité d'arrêter les décisions. Le conflit est alors porté devant la commission d'arbitrage de la commune. A noter que l'autogestion existe aussi au niveau de la commune.



(Archives - T. S.)

Une conception plus humaine du travail.

Q. — Les représentants du Conseil ouvrier sont-ils permanents ?

R. — Non, c'est une mauvaise chose de retirer les responsables de la production.

Q. — Quelle est la participation des ouvriers aux réunions du collectif ouvrier ?

R. — Ces réunions ne sont pas obligatoires. En temps ordinaire, la participation est de 45 à 50 %. Elle est bien supérieure s'il se pose un problème important.

Q. — Pouvez-vous nous parler de la gestion financière de votre usine ?

R. — Les investissements sont financés grâce à l'autofinancement (c'est-à-dire grâce aux bénéfices de l'entreprise). On prévoit pour 1966 une production de 1.100.000 tonnes. En 1970, la capacité de production pourrait être de 3.000.000 de tonnes. L'usine espère avoir des crédits pour le développement et la modernisation des installations. Pour obtenir un crédit, l'usine de Zenica doit avancer un minimum de 30 % de la somme empruntée afin d'éviter tout risque (le pourcentage serait inférieur pour une usine de transformation où l'amortissement est plus rapide).

Q. — 30 %, n'est-ce pas beaucoup ?

R. — Oui, nous trouvons que c'est trop (rires). Jusqu'en 1960, il y avait un autre système financier : la Fédération redistribuait les gains. Aujourd'hui, les gains sont à l'entreprise qui décide de leur emploi. Notre usine a eu recours trois fois au crédit après 1960. Elle a remboursé les crédits. Elle aura sans doute encore recours au crédit.

Q. — Quelle est la situation des ouvriers ?

R. — D'abord les salaires : Un ouvrier semi-qualifié touche 45.000 à 50.000 dinars par mois (1). Un ouvrier semi qualifié touche 65.000 dinars (dans certains cas, plus de 100.000 dinars). Un ouvrier qualifié gagne 95.000 dinars. Un ouvrier très qualifié gagne 140.000 dinars. Un économiste (niveau secondaire) est payé comme un ouvrier qualifié. Un technicien perçoit un salaire égal à celui d'un ouvrier très qualifié. Les membres de l'administration sont moins payés que les ouvriers qualifiés. Un ingénieur est payé comme un ouvrier très qualifié.

Il faut ajouter à cela les avantages sociaux. Chaque jour, les ouvriers touchent 200 dinars pour boisson et frais divers. Pour les congés, chaque ouvrier reçoit de plus 15.000 dinars et 2.000 dinars supplémentaires par membre de la famille. Les habits de travail sont gratuits. L'entreprise a ses hôtels à bas prix pour les vacances. Les célibataires jeunes ont des hôtels particuliers.

Il y a un régime unique de Sécurité sociale pour toute la Yougoslavie. Soins et médicaments sont gratuits. Un malade touche 70 % du salaire. S'il y a accident du travail, il touche son salaire. Des cas particuliers sont prévus pour les maladies professionnelles.

Q. — Quelle est la durée du travail ?

R. — Quarante-deux heures par semaine. Les ouvriers travaillent de 7 heures à 15 heures. Le samedi est libre trois fois sur quatre.

Q. — Y a-t-il des heures supplémentaires ?

R. — Elles sont possibles si cela est nécessaire et payées 25 % en plus du tarif normal. Les heures de nuit sont payées 12 % en plus.

Q. — La retraite ?

R. — L'âge de la retraite est 60 ans après quarante de travail, 55 ans pour les femmes après trente-cinq ans de travail. La retraite se calcule sur le pourcentage des trois dernières années. Il y a possibilité de prendre la retraite anticipée proportionnelle.

Q. — Et la maternité ?

R. — Le congé dure trois mois avant la naissance et trois mois après. Ensuite, pendant huit mois, la durée du travail n'est que de quatre heures par jour payées au tarif double.

Q. — Pouvez-vous nous parler des loisirs à Zenica ?

R. (faite par le responsable des Jeunesses communistes). — Ce sont les jeunes qui sont responsables des loisirs. Il y a dix-huit cents jeunes, dans l'usine, de moins de 25 ans. Il y a vingt mille jeunes à Zenica. Ils sont mécontents de la vie culturelle et ils trouvent les équipements culturels insuffisants. La demande de loisirs est supérieure à l'offre et il se pose un problème d'animateurs. Les activités culturelles concernent le folklore, la musique classique et le jazz, les chants populaires. Il y a, en ville, un centre culturel et un théâtre. Les loisirs ont lieu dans l'entreprise pendant la demi-heure de repos ou bien après le travail.

Q. — Et le sport ?

R. — Cela va bien. La demande est satisfaite. Il y a à Zenica une des quatre meilleures équipes de football de Yougoslavie.

Q. — N'y a-t-il pas à Zenica un problème des ouvriers-paysans ?

R. — Oui, 23 % de paysans viennent travailler à l'usine. La majorité ont une maison et un peu de terre. Ce qui pose des problèmes : fatigue, productivité en général inférieure à la moyenne. Cette situation est appelée à durer encore.

Comme nous remercions les responsables yougoslaves de leur accueil sympathique et de nous avoir répondu franchement sans nous cacher les problèmes et les difficultés rencontrés, il nous fut répondu qu'ils n'avaient rien à cacher, surtout pas à des amis.

(Propos recueillis par André Croste.)

(1) A Zenica, on mange bien dans un self-service pour 600 dinars.

PRESSE

Accords Progrès - Dauphiné

Les gens de plume devront-ils se reconverter ? Deux grands groupes de la presse de province, le Progrès de Lyon et le Dauphiné libéré, succombant à la mode des concentrations, ont, selon les termes du communiqué officiel publié le 26 septembre dans les deux journaux, « décidé de se rapprocher tant sur le plan publicitaire par la voie de couplage que sur le plan de l'impression par la mise en commun de leurs moyens techniques », mettant ainsi un terme à une lutte vieille de plus de quinze années.

Bien que les directions aient tenu à prévenir les syndicats, les comités d'entreprise et les chefs de service avant la publication du communiqué, il ne fait pas de doute que les représentants des ouvriers, des employés et des journalistes ont été, là encore, mis devant le fait accompli.

Cet accord qui, présume-t-on, est dû aux difficultés financières que connaissent les deux groupes, présente aujourd'hui deux dangers : la monopolisation de l'information dans la région Rhône-Alpes par un seul groupe et la suppression d'emplois tant chez les gens du Livre que chez les journalistes, bien que les deux journaux aient assuré qu'une fusion véritable entre les deux titres n'était pas à prévoir.

S'il n'y a plus de lutte, plus d'émulation, la qualité informative des deux quotidiens risque d'en pâtir. Chacun sait que la diversité des titres est garante d'une certaine liberté de l'information, ce qui n'est plus vrai lorsque cette diversité est devenue factice.

Il s'agit pour les deux maisons de réaliser des économies. Il sera tentant pour elles de se retirer des régions où l'un ou l'autre des journaux

était déficitaire au temps de la concurrence. Ainsi certaines agences risquent de disparaître, d'autres de fusionner. Ce sont les deux bureaux de Paris, les moins organisés sur le plan syndical, et les moins intégrés au sein de la rédaction des deux journaux, qui seraient les premiers visés.

Les syndicats et les comités d'entreprise admettent les impératifs techniques et financiers, mais ils estiment qu'une réorganisation étant inévitable, elle ne saurait se faire sans leur concours ou contre leur gré. Les syndicats ont profité de cette situation pour accélérer la mise en place, dans l'un et l'autre journal, d'une « société de rédacteurs ».

Sans pour autant dévoiler leur plan, nous pouvons prévoir les principales options des syndicats en matière de réorganisation : échelonnement des mesures sur plusieurs années, retraites obligatoires à 65 ans, mises à la retraite anticipée, arrêt momentané de l'embauche. Ils espèrent ainsi que la concentration se fera sans douleur ; mais les directions n'ont pas encore donné de précisions ni d'assurances sur leur propre plan de réorganisation. Au Dauphiné libéré, cependant, le fait est significatif : sur la demande de la direction, les services administratifs établissent actuellement une pyramide des âges du personnel.

Si des licenciements devaient se produire, la situation serait alors catastrophique pour les journalistes de la région Rhône-Alpes, déjà durement touchée par des réductions d'emplois à l'O.R.T.F. à Lyon, Grenoble et Chambéry. Ils seront, comme un bon nombre de travailleurs des autres secteurs, obligés d'émigrer vers d'autres régions, voire de changer de travail.

CHINE

La Révolution culturelle vue par 3 jeunes Français

A l'occasion de notre dernier « Dialogue avec les lecteurs », certains réclamaient une politique socialiste de la culture. La Chine nous donne en ce moment un exemple retentissant de ce que l'on peut entreprendre dans ce domaine, avec ses chances et avec ses risques. Reportons-nous quelques mois en arrière : juin 1966. Il se passe quelque chose en Chine, tous les voyages touristiques sont supprimés, sauf pour les contingents de juillet. A leur retour, on s'est arraché les photos, les témoignages de ces groupes privilégiés. Nous avons trouvé trois étudiants français qui étaient du voyage. L'un est apolitique et catholique pratiquant, l'autre, qui a fait deux ans de chinois, se déclare gaulliste de droite et incroyant ; le troisième enfin, qui connaît le Japon et la Corée, se dit proche de nos idées. Et pourtant, quoique l'œil lucide et l'esprit critique, aucun ne remet fondamentalement en question cette Révolution culturelle qui semble avoir si fâcheusement impressionné l'Occident. Nâveté ? Envouement ? Adhésion logique ? A vous de juger.

Jean Helms.

T.S. — *Qu'est-ce qui vous a frappés en Chine ?*

DE BORDE. — La masse ! A peine arrivé, cette coagulation d'un peuple autour d'un centre d'intérêt : la solidarité avec le Viet-nam, dès le premier soir à Pékin. Le lendemain ont commencé les grandes manifestations. Il fallait entendre ces pas de fourmis amplifiés du huitième étage de l'hôtel, sur cette avenue énorme qui a quatre-vingts mètres de large avec au milieu une masse humaine qui défile avec ses drapeaux et, de temps en temps, ses paroles scandées de solidarité pour le Nord-Vietnam et contre l'impérialisme américain...

LOTIRON. — Il y a en Chine, comme au Japon, une tradition de fêtes et de défilés. Depuis des siècles on aime taper sur des gongs et sur des tambourins. Le prétexte en est à peine différent aujourd'hui, dans la mesure où les parades revêtent souvent un caractère religieux : la nuit les portraits polychromes de Mao Tsé-toung sont entourés de guirlandes de lumières multicolores, comme autrefois les images bouddhiques. Le jour les jeunes filles dansent avec des fleurs rouges artificielles (des vraies fleurs sont un luxe de bourgeois).

T.S. — *Et les Gardes rouges ?*

DE BORDE. — Les Gardes rouges, c'était plus tard. Quand je les ai vus, c'était le début de la Révolution culturelle. La Révolution culturelle a commencé le 8 août (moi je suis parti le 13 août) après l'article du *Quotidien du Peuple*. Ça devait durer environ une semaine. C'était une manifestation de solidarité du peuple pour les décisions du parti.

CARNET. — C'était le moment où il était très important d'avoir une manifestation du peuple pour appuyer les décisions du parti. Le maire de Pékin, Peng Chen, venait d'être limogé pour son libéralisme, parce qu'il considérait que la Chine était arrivée à un niveau auquel on pouvait se permettre de desserrer la vis. Le gouvernement, lui, considérait que c'était trop tôt. On l'a limogé pour ça. Il est évident qu'un type qui a un poste comme le sien ne se permet pas d'émettre de telles idées s'il n'y a pas des gens qui le suivent, donc le gouvernement chinois a voulu couper net, couper l'herbe sous les pieds à ces gens-là. J'étais en Chine en juillet, juste avant De Borde. En fait la Révolution était en marche depuis six mois, à partir de février-mars, les cours ont cessé dans les universités chinoises, les gens ont passé leur temps à faire de l'autocritique, des séminaires d'études sur l'attitude de tel ou tel professeur qui n'enseignait pas assez la pensée du président Mao ou de tel directeur qui avait une attitude trop favorable aux élèves bourgeois.

DE BORDE. — De toute façon, j'ai l'impression que cela a été orchestré. La Chine a toujours dit qu'elle avait 99,99 % de gens qui étaient pour le Parti, et, du jour au lendemain, on a dit 95 %, c'est apparu dans le *Quotidien du Peuple*. Cela a été écrit, on a dit : il y a 5 % d'oppositionalistes, et puis on a commencé à prendre des boucs émissaires. C'était le cas notamment pour le maire de Pékin dont on critiquait les articles

à tendance, paraît-il, révisionniste et qui paraissait dans un journal de Shanghai. A mon avis, c'est très important parce que Shanghai c'est la bête noire du communisme chinois.

T.S. — *Vous avez vu également des Gardes rouges en action ?*

LOTIRON. — On a vu des jeunes à Canton placarder des affiches gigantesques qu'il était interdit de photographier. C'était la première fois qu'on m'interdisait formellement de photographier quelque chose. Il y avait foule autour des marchands de journaux, des jeunes qui haranguaient la foule au coin des rues, il y avait une certaine effervescence pour ne pas dire violence.

CARNET. — J'ai vu des affiches que j'ai fait traduire. Par exemple il y en avait une qui publiait des reproches au directeur d'école parce qu'il n'indiquait pas suffisamment le maoïsme.

DE BORDE. — Le terme de « Garde rouge » est un peu semblable à celui



Il est des élans difficiles à contrôler.

de « péril jaune ». On l'emploie à tort et à travers, ce n'étaient pas des mercenaires, ce sont des cadres, des gardes de l'idéologie (mais pas au sens policier), de toute une pensée, une philosophie autour de Mao.

LOTIRON. — N'avez-vous pas l'impression que les Gardes rouges allaient plus loin que ce qui était prévu au départ ?

T.S. — *J'aimerais bien avoir votre avis sur ce point, c'est très important.*

LOTIRON. — Moi, c'est mon impression personnelle. Je ne crois pas que le fait d'aller à deux ou trois jeunes fanatisés chez un coiffeur pour fermer sa boutique venait de haut lieu, je me refuse à le croire. Que ces mêmes Gardes rouges, ces jeunes gens, aient été arracher des plaques des rues pour les remplacer par d'autres, cela a probablement été suggéré par des responsables, mais toutes ces petites violences, ces petites choses ridicules venues des Gardes rouges eux-mêmes, on en a peut-être un peu discuté avant, mais sans plus.

CARNET. — Il me paraît impossible qu'un tel mouvement puisse se créer d'une façon spontanée, il peut se créer, mais on ne le laissera pas faire.

DE BORDE. — En Chine, il y a un phénomène qu'on devrait développer beaucoup plus, c'est celui de la conscience mutuelle. Ayant vu, senti, à quel point on pouvait aller dans ce domaine, je rejette la possibilité que les Gardes rouges aient pu apparaître d'une façon spontanée. Le phénomène de la conscience mutuelle va de la politique au social, à la vie privée, raison de plus pour qu'on intervienne quand on tombe dans le domaine politique, puisqu'ils touchent à la vie privée, même à la vie sexuelle...

T.S. — *Et pourtant il y a eu des batailles rangées avec des ouvriers et, ce qui est politiquement plus grave, avec des responsables du parti.*

Quand on sait que la Chine a peut-être les plus vieux cadres de tous les partis communistes actuels, on a du mal à concevoir que Mao, qui en est la tête, accepte sans trembler qu'on remette en question cette structure politique. Or, à tort ou à raison, on peut penser que ça été un peu le cas.

DE BORDE. — On ne s'impose pas à une masse de 750 millions d'habitants sans que les individus réagissent. La preuve c'est qu'il y a eu officiellement des suicides parmi les acteurs de l'Opéra de Pékin.

LOTIRON. — De Shanghai.

DE BORDE. — Une chose est certaine, en Chine, la vie est impossible pour un intellectuel, il ne faut pas raisonner, d'ailleurs le Chinois n'est pas un raisonneur... La Révolution culturelle a été préparée, canalisée, mais sans doute précipitée par les événements. Les personnes bien informées de l'ambassade de France disaient que le mouvement était parti de Shanghai. Bien sûr on n'a pas pu vérifier. Il faut se placer dans leur contexte idéologique. Les Chinois réagissent contre le révisionnisme khrouchtchévien. En U.R.S.S. on n'a pas fait de Révolution culturelle, or pour les Chinois c'est une chose capitale. Les deux révolutions précédentes, politique puis économique, sont consolidées actuellement par cette troisième étape, tandis que la Russie est en pleine période de détente. Or la Chine ne veut pas de ça.

T.S. — *Sans entrer dans ces dé-*

la statue d'un temple. Car les Chinois éclairés ont un grand respect de leur passé artistique, cela est visible dans la manière admirable avec laquelle ils restaurent et entretiennent leurs monuments, aménagent leurs musées.

DE BORDE. — Il y a un service des monuments historiques en Chine.

T.S. — *Je vous accorde le respect qu'ont les Chinois pour leur tradition et leur passé culturel. Mais n'y a-t-il pas une contradiction entre ce respect du passé et les directives de la Révolution culturelle qui est une tentative de rompre avec le passé ?*

LOTIRON. — Mon opinion hâtive est qu'une personnalité aussi éclairée que Mao Tsé-toung ne peut pas imaginer que le passé chinois sera balayé à tout jamais. Il présente ses directives comme radicales et définitives, mais je ne pense pas qu'il y croit au fond de lui-même.

DE BORDE. — Prenez les « Traités sur l'art et la littérature » de Yen-nan, de Mao Tsé-toung. On y trouve le pourquoi du respect de la Chine pour les vieilles choses.

T.S. — *Alors comment expliquez-vous les mots d'ordre ?*

LOTIRON. — On veut des résultats pratiques rapides, une efficacité qui fasse gagner du temps. Les femmes ne doivent pas perdre de temps à se maquiller, les spectacles traditionnels pourraient faire naître un romantisme malsain.

DE BORDE. — On prohibe tout romantisme de la littérature et de la musique. Tout doit viriliser l'âme de l'individu.

T.S. — *Une pagode évoque cependant un climat méditatif difficilement conciliable avec cette volonté dynamique de réorganiser la Chine.*

LOTIRON. — L'architecture, tous ces temples merveilleux sont devenus le cadre de la récréation du peuple. Evoquent-ils tant que ça le cadre d'un passé avilissant ? Ce sont plutôt des lieux de méditation, de jeux d'enfants ou de promenades d'amoureux.

DE BORDE. — Ces lieux historiques montrent aussi dans quel cadre vivaient les oppresseurs du peuple, les esclavagistes. Ils sont aussi la concrétisation du labeur du peuple.

CARNET. — Tous les guides insistent sur ce labeur et son inutilité. Par exemple, j'ai vu un porte-perluques en or, serti de pierres précieuses, c'était six cents kilos d'or massif. On exploitait le travail de l'homme pour un résultat non seulement futile mais inutile.

T.S. — *Ce n'est pas parce qu'on attaque la musique classique et qu'on préserve l'architecture en tant qu'émanation du peuple qu'on peut concilier ce qui l'apparaît difficilement. Si la Révolution culturelle est vraiment radicale, alors la logique serait de fondre ces six cents kilos d'or pour financer des coopératives agricoles.*

LOTIRON. — C'est peut-être en effet une tricherie car il n'est pas question de fondre les joyaux du passé. On supprime les choses de l'art les plus directement pernicieuses, le nu comme motif décoratif est plus mauvais pour l'âme que le petit pavillon au toit retroussé. On continue d'ailleurs à employer les anciens motifs de décoration pour des objets surtout destinés à l'exportation, objets en jade ou en céramique.

T.S. — *N'avez-vous pas vu dans les pagodes des figurations classiques de courtisanes embarquées sur des lacs, difficilement conciliables avec les clichés socialistes actuels ?*

DE BORDE. — Les Paillos (1) étaient couverts de scènes de la vie du mandarin ou du maréchal à la gloire duquel ils étaient édifiés. Cette figuration a été supprimée, il ne reste que le monument. De même que dans les temples il ne reste que les images bouddhiques et le Bouddha, caricature qui fait rire les Chinois autant que nous-mêmes.

T.S. — *Deux attitudes semblent donc conjuguées : on détruit totalement les racines d'une ancienne culture quand c'est possible et apparemment justifié, par contre, lorsqu'on se heurte à une tradition trop ancrée, qui peut être utilisée, on la développe dans un sens favorable au socialisme.*

Tous approuvent.
DE BORDE. — Dans le théâtre, le fond change, mais le moyen d'expression, le jeu des acteurs, la musique restent les mêmes. Le fond du Chinois, sa pensée ne changeront pas. Ce que j'espérais découvrir en Chine initialement, c'était la pensée chinoise d'autrefois, le vieux taoïste, le philosophe, trouver le fond de la symbolique des peintures chinoises, et par contraste voir la Chine actuelle, cet effort de table rase. J'ai plutôt découvert une fumure, un terrain sur lequel pousse la Chine nouvelle.

(1) Portails d'apparat.

LIVRES

Où va la République allemande

de Karl Jaspers

Ce livre a été cité dans « Le Monde », par Franchescini dans son article : Une loi scélérate, en parlant des lois d'exception qui furent discutées récemment en Allemagne. Une autre mention en fut faite par le 6ème journal lors de la reproduction d'une lettre adressée par Ulbricht à Jaspers, lettre conciliante.

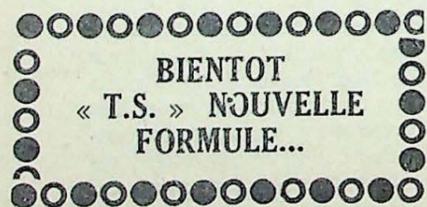
Ce livre mérite une plus grande attention contenant des idées fondamentales que chaque militant politique, même chaque citoyen conscient, doit connaître. Le livre de Jaspers se base sur deux grands problèmes : 1°) la prescription des « crimes de guerre ». 2°) les dangers qui guettent la démocratie.

1°) La prescription des crimes de guerre

Ce problème fut l'objet d'un débat important au Parlement allemand entre le 10 et 25 mars 1965. Jaspers introduit une distinction capitale, celle entre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, lors de l'examen critique de ce débat en disant : « Les crimes contre l'humanité sont ceux qui menacent l'humanité même dans son sens humain et mettent l'existence de l'humanité en danger. Ce crime, écrit Jaspers, appartenant dans son principe à une catégorie entièrement nouvelle, n'est défini par aucun code pénal. De tels crimes ne peuvent avoir lieu que dans un Etat, lui-même criminel, et qu'on doit détruire, ce qui représente une situation d'exception. Le jugement d'une telle situation exceptionnelle exige des lois exceptionnelles. »

Jaspers n'admet aucune prescription pour ces crimes contre l'humanité et démantèle, aussi, l'argument bien connu de la non-rétroactivité des lois. Le respect de l'humanité dans son ensemble est une loi non écrite et éternelle. Il est, ajoutons-nous, le fondement de la morale.

Jaspers condamne donc sévèrement



BIENTOT
« T.S. » NOUVELLE
FORMULE...

● A.D.E.L.S.

Le numéro 70 de « Correspondance municipale » vient de paraître.

Au sommaire : Témoignage de l'Office social et culturel de Rennes : Les équipements socio-culturels de la ville de Rennes (carte); Un effort permanent de recherche et d'adaptation.

— Rennes : Trois grandes tâches; Historique et structures; La réalisation des équipements résidentiels; Les locaux collectifs résidentiels; Les jeunes à Rennes (carte); Les comités de quartiers (carte); La participation des jeunes; L'animation culturelle; L'animation de quartier; Une question sociale; Comité directeur.

Commandes à « Correspondance municipale », 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris (6°), n° 70 : 5 F. C.C.P. Paris 13-942-51.

COMMUNIQUE

La Croix-Rouge Française du 3^e arrondissement organise, à partir du mardi 25 octobre, des cours gratuits de secourisme (14 cours), qui auront lieu les mardis et jeudis, à 20 h 30, à l'École de garçons, 3, rue Béranger, Paris (3^e).

Ces cours, préparant au diplôme de la Croix-Rouge, permettent en outre d'obtenir le Brevet d'Etat de Secourisme de la « Protection civile ». Renseignements : Croix-Rouge Française, 70, rue Charlot, Paris (3^e). Permanence ouverte tous les mercredis, à partir de 21 heures. Téléphone : ARC 79-67.

le manque de courage du Parlement allemand qui a évité de se prononcer pour sa thèse, et qui s'est tiré de l'affaire en décalant la date de départ de la période de prescription.

2°) Les dangers qui guettent la démocratie

Un premier danger est dénoncé, celui de la transformation successive d'une démocratie en oligarchie des partis. Jaspers exige la liberté du parlementaire qui ne doit point devenir un sujet de parti, et le compare dans cette liberté à l'universitaire, avec la différence que ce dernier dispose d'un certain temps pour réparer des erreurs éventuelles, délai qui est refusé au parlementaire. C'est en effet, un problème important et un beau sujet de discussion : liberté et discipline de parti. Jaspers dénonce aussi la transformation du parti, organe du peuple, en organe d'Etat; il se base sur ce qui est arrivé sous le nazisme, d'une part, et les phénomènes auxquels nous avons assisté à l'Est. Le mouvement actuel en Yougoslavie en est une illustration éclatante.

L'absence du référendum dans la Constitution allemande lui semble être un autre renforcement des partis comme organes d'Etat, de même la règle du minimum de 5 % des voix pour l'admission d'un parti au Parlement. Il critique enfin, aussi, les crédits publics alloués, aux partis, supprimés d'ailleurs récemment.

Le second danger, c'est la transformation de cette oligarchie des partis en dictature, surtout sous le prétexte de la « sécurité ».

Lors de l'examen de cette question, Jaspers aborde les deux conceptions possibles de l'histoire : celle d'un déroulement nécessaire, l'autre prévoyant la possibilité d'influence d'actes libres sur son déroulement. Jaspers se prononce pour cette dernière conception qui seule sauve la responsabilité de l'homme, mais il en tire cette lourde conséquence en rendant tous les Allemands responsables de l'hitlérisme. Il me semble, d'ailleurs, qu'en acceptant cette thèse les responsabilités dépassent les frontières allemandes, et chacun de nous est plus ou moins impliqué, n'ayant pas fait tout ce qui était possible pour résister à cette catastrophe. Nous sommes donc amenés à une responsabilité ou culpabilité collective, même élargie, qu'on retrouve au sujet de la guerre au Viet-nam.

Jaspers aborde ensuite les limites de la démocratie, limites qui furent dépassées, par exemple, par la République de Weimar, qui n'a point réagi contre des éléments contestant les principes de base de la démocratie. Cette limite est, d'une part, le principe de la majorité, d'autre part, elle se situe là où la liberté est détruite par une fausse liberté; c'est à ce point que le recours à la force se justifie. Autrement dit : règle de la majorité à l'intérieur des principes fondamentaux, sans comprendre ceux-ci.

Jaspers dénonce, enfin, le manque de responsabilité des citoyens, leur penchant vers « l'obéissance », penchant bien allemand, en effet, qui a permis l'hitlérisme; il condamne l'interdiction du Parti communiste comme antidémocratique.

L'idée de la sécurité, mentionnée ci-dessus, conduit Jaspers à examiner un troisième danger :

3°) Les lois d'exception

La constitution de Weimar comportait un article correspondant à l'article 16 de notre constitution. Cet article ayant facilité l'accès d'Hitler au pouvoir, on a bien évité d'introduire une législation d'exception dans la nouvelle constitution, mais aujourd'hui il en est question, à nouveau, ceci pour suspendre, par exemple, le droit de grève.

Dans les situations d'exception, Jaspers distingue une situation d'exception intérieure et extérieure. Au sujet de la dernière, il écrit des phra-

ses remarquables concernant la guerre :

« La guerre à l'époque atomique est une destruction totale réciproque. Cette situation d'exception ne doit point avoir lieu. » (Voir aussi : le mythe de la dissuasion, par Fabre-Luce, « Le Monde », 1-9-1966).

Jaspers regrette aussi que, ni la population, ni les hommes politiques, ni les militaires de la République allemande aient conscience « que la guerre n'est plus l'ultima ratio », qu'elle n'est plus la continuation de la politique avec d'autres moyens.

Ainsi, Jaspers arrive à examiner le rôle des militaires dans l'Etat, problème devenu, depuis, encore plus actuel par la démission des généraux en Allemagne. Il écrit à ce sujet : « Il faut enlever radicalement aux militaires la direction politique, la décision quant aux plans militaires des opérations militaires dans leur ensemble. » Il indique comme symbole l'apparition de Clemenceau en civil sur le front, lors d'une mutinerie, tandis que, par contre, l'ancien chancelier Bethmann-Hollweg se rendait en uniforme au Parlement allemand pendant que l'armée agissait et dirigeait.

De Gaulle est cité comme un autre exemple et Jaspers écrit : « Par son origine, le régime de de Gaulle est une dictature militaire légalisée qui pourra se maintenir sans appui sur l'armée d'autant plus que de Gaulle respecte l'humanité, ne supprime pas la liberté de l'esprit public et attire, grâce à sa grande culture, sa dignité, ses discours brillants comme symbole d'un grand Français. »

« C'est ainsi, que là où la liberté politique de l'homme qui est aussi la liberté de nombreux individus, fait défaut, la démocratie se transforme en régime à liberté réduite qui amène à son tour sa suppression. »

« La liberté doit être reconquise de façon permanente par l'éducation, la tradition, l'exercice et le risque. »

J'ai cité ces phrases qui caractérisent bien cette philosophie politique de la liberté de Jaspers. Beaucoup d'autres idées fertiles se trouvent dans ce livre que je ne peux pas mentionner dans ce résumé. Mais, en citant la fin du chapitre intitulé :

CINÉMA

Morgan

film anglais de Karel Reisz

Vanessa Redgrave a obtenu le Prix d'Interprétation Féminine au dernier Festival de Cannes (1) (c.f. T.S. n° 289) avec *Morgan, fou à lier*. L'auteur de *Samedi soir, dimanche matin* nous a offert avec son dernier film un régal cinématographique, une de ces œuvres que l'on ne peut pas oublier.

Pas un spectateur qui ne puisse oublier l'extraordinaire création de Morgan par David Warner. Il est un jeune Anglais issu d'un milieu très moyen (ses parents sont membres du parti communiste anglais) et épouse une de ces riches héritières qui finalement se lassera et rejettera le jouet qu'il constitue pour elle. Sur un tel thème, Karel Reisz a fait un film plein d'humour, de drôlerie, mais son humour n'est pas celui auquel nous sommes habitués. Il est féroce, angoissant à certains moments, et si très souvent on rit franchement, ces moments sont toujours suivis de temps dramatiques. Certains pourraient penser, pourraient croire à une certaine gratuité, à une certaine nonchalance dans le récit, il n'en est rien, tout est une terrible critique contre la société, contre ceux qui se donnent le calcul pour vie.

Morgan va s'identifier à King-Kong, il va tout ramener à une vie

(1) Stupidité, incapacité, sont les quelques adjectifs que l'on peut attribuer au jury du dernier Festival de Cannes, qui entre autres, prime l'actrice qui, dans ce film, a un rôle secondaire et oublie l'acteur principal qui est en fait toute l'interprétation de « Morgan ».

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

La force des ténèbres

« Que peut-on faire sur le plan de la politique intérieure », je pense pouvoir transmettre au lecteur français, la leçon générale qui se dégage de ce livre dont la validité dépasse les frontières de l'Allemagne.

Partout existe la tâche de faire participer le peuple directement à la vie politique, soit par la pensée, soit par le jugement, soit par la participation offerte à la coopération. C'est pourquoi, la première question pour une démocratie est celle-ci : Quel peuple ?

Il doit connaître les institutions et les utiliser lui-même, et ces institutions doivent lui permettre la plus grande efficacité. Par l'éducation, le peuple doit devenir lui-même, sous forme d'individus qui se rencontrent dans ce qui est commun et y atteignent le niveau le plus élevé possible.

La politique intérieure vaut autant qu'elle serve le peuple pour rendre l'individu informé, éclairé, courageux et raisonnable et qu'il participe activement et avec conscience au développement des événements. Mais il ne faut pas se leurrer. Les voies qui procurent au peuple les possibilités légales de l'information et de la participation sont toujours rejetées instinctivement par l'oligarchie des partis, par l'esprit paternaliste des braves hommes bêtes, des arrivistes cyniques qui sont pleins de dédain pour l'homme, malins et intrigants. Apprendre au peuple à emprunter les voies créées pour lui permettre sa participation, cela crée aujourd'hui la résistance nécessaire contre le danger mortel de l'oligarchie des partis.

J. H.

● A l'occasion de la parution des livres de Malcolm X : *Le Pouvoir noir* (François Maspero, éditeur), *Autobiographie* (Grasset), les revues « Partisans » et « Présence africaine » organisent une réunion dédiée au leader assassiné, sur le thème : *Pouvoir noir*, avec la participation de Aimé Césaire, Claude Julien, Vincent Monteil, Daniel Guérin... et la projection des films « Malcolm X combat pour la liberté » et « Now », film cubain. Salle Saint-Germain, 44, rue de Rennes (VI^e), le 21 octobre à 20 h 45.

animale, à une vie sauvage et c'est à travers cet écran qu'il pourra discerner, comprendre les hommes. Jamais au cinéma, je n'ai éprouvé aussi fortement, l'envie d'entrer dans l'écran, de vivre avec le film et ici d'aider « Morgan ». A tout cela, il faut ajouter une interprétation merveilleuse : David Warner, Vanessa Redgrave sont de très grands acteurs. Le cinéma anglais tient la relève de ses grands acteurs et en Karel Reisz celle de ses cinéastes.

Jacques Alcor.

TRIBUNE
Socialiste
HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :
HARRIS PUISAIS

Directeurs adjoints :
GERARD CONSTANT,
CHRISTIAN GUERCHE

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi 31, r. Mademoiselle
Paris (XV^e) Paris (XV^e)
Tél. : SUF. 19-20 Tél. : FON. 22-60

Pub. Littéraire : 71, rue des Saints-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F

Directeur de la publication :
Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

LES OBJECTIFS ECONOMIQUES DE LA GAUCHE

DANS l'établissement d'un programme commun de la gauche, les options les plus graves portent, certainement, sur les institutions démocratiques, la défense et la politique étrangère, car c'est dans ces domaines qu'un gouvernement de gauche aurait à prendre, très rapidement, des décisions majeures qui pèseront sur toute la législation.

Les options économiques ne revêtent pas, dans l'immédiat, la même urgence. Malgré leur légitime impatience, les travailleurs pourraient admettre un certain délai dans la satisfaction de leurs revendications les plus fondées si cela était nécessaire pour assurer la solidité d'un nouveau régime ouvrant la voie au socialisme.

Il n'empêche que cette discipline ne pourra être obtenue que si les lignes d'action et le programme de réformes sont clairement définis par la coalition de gauche. Il est déjà regrettable que les diverses organisations syndicales et populaires n'aient pas été en mesure de discuter avec les partis politiques des principaux objectifs économiques et sociaux ainsi que de leur mode de réalisation. On risque d'arriver aux élections sans que personne ne se sente lié par le résultat d'un dialogue préalable. Il serait encore plus absurde de se retrouver, au lendemain d'une victoire électorale, sans que l'on ait une idée sur le système économique à mettre en place.

Il est clair, en effet, que le régime gaulliste repose sur un système économique. Disons en tous cas que chacun sait assez bien qui détient les responsabilités et les pouvoirs économiques; comment se répartissent les profits dégagés par l'appareil de production et de distribution et à quelles limites réelles se heurtent tous les projets de réforme.

LES défauts de ce système sont connus; l'analyse en a été faite maintes fois par les diverses organisations de gauche: injustice dans la répartition des revenus, injustice dans la répartition des charges collectives; lourdeur des dépenses militaires, priorité à la satisfaction des demandes les plus solvables; orientation des productions et de la recherche par des firmes privées animées d'abord par le souci de leur puissance et de leur enrichissement; inégalités régionales, absence de participation des travailleurs et de leurs représentants aux décisions importantes.

Face à cette situation, deux attitudes sont possibles: ou bien réclamer un changement radical dans la répartition des pouvoirs et des revenus, ou bien proposer des aménagements qui modèrent les défauts les plus criants du système. La première attitude est celle du Parti Communiste Français; la deuxième celle de la Fédération de la gauche.

Nous voudrions montrer que ces deux positions ont besoin d'être sérieusement éclairées si l'on veut faire admettre qu'elles sont deux alternatives possibles à la situation actuelle.

Peut-être les positions seraient-elles moins différentes qu'il ne paraît au premier abord si chacun allait au fond de sa logique. La campagne qui se prépare devrait être l'occasion d'un pareil approfondissement.

Le P.C.F. établit son programme économique sur des objectifs parfaitement clairs et acceptables et sur une analyse de la situation très simplifiée. Il prône

l'expansion, le développement industriel et la modernisation de l'agriculture, l'augmentation générale des salaires, la réduction du temps de travail, la construction de 600.000 logements.

Il a le mérite de donner des chiffres précis: pas de salaires ou traitements intérieurs à 600 francs par mois, retour aux 40 heures sans diminution des sa-

par Jacques MALTERRE

lares, construction de 600.000 logements dont 300.000 H.L.M., élévation à 5.000 F au lieu de 2.500 francs du taux d'exonération à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu; garantie aux personnes âgées d'un revenu minimum de 250 francs par mois et par personne.

ENFIN, le P.C. sait parfaitement que l'on n'obtiendra pas de tels résultats sans de grandes réformes de structure. Il affirme que les progrès scientifiques et techniques devraient permettre un fort accroissement de la productivité mais aussi que leur réalisation exige la mise en œuvre d'un plan de développement et la nationalisation du secteur de l'économie nationale contrôlée par le grand capital et, grâce à cela, la création de puissantes unités économiques correspondant au développement des forces productives. Il a raison de souligner que la concentration redoutable en régime capitaliste peut être économiquement et socialement nécessaire en régime socialiste.

Les aspects positifs et logiques du programme présenté par le P.C. sont, malheureusement, affaiblis par deux déficiences.

D'abord, le P.C., en voulant trop prouver que le régime actuel est désastreux pour les travailleurs, affaiblit la démonstration d'une vérité que chacun ressent fort bien.

A dire: « Depuis 1957, la production a augmenté de plus de 50 pour cent et la productivité s'est accrue de plus de 40 pour cent, alors que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière est resté sensiblement le même », ou bien il donne au terme pouvoir d'achat un sens non économique, ou bien il énonce une contre-vérité. Loin de nous l'idée que les travailleurs auraient lieu d'être satisfaits du système actuel, mais l'on doit observer que, s'ils supportent le système actuel malgré son injustice et ses tares, c'est parce qu'il leur apporte au moins un gain monétaire réel chaque année. Pourquoi le dissimuler, alors que les organisations syndicales ont tant de peine à mener de grandes actions revendicatives? Le système capitaliste est à rejeter non pas parce qu'il serait totalement incapable d'accroître les revenus réels — de 2 à 3 pour cent par an — mais parce qu'il repose sur l'assujettissement des salariés à des directions qui ont des buts étrangers à l'intérêt collectif et qu'il empêche l'édification d'une société d'hommes responsables.

En deuxième lieu, le P.C.F. néglige totalement de préciser comment il entend apporter les satisfactions qu'il annonce et dans quel délai. Pas de salaires intérieurs à 600 francs: si c'est le lendemain de la victoire électorale, alors c'est l'inflation, si c'est dans 10 ans, alors le régime capitaliste pourrait bien en faire autant; si c'est pour dans 4 ans, la durée de la législature, alors il faut le dire.

Mais surtout, est-il raisonnable de promettre à la fois la hausse rapide des sa-

lares, le retour aux 40 heures, l'avancement de l'âge de la retraite et des mesures encore plus intéressantes pour les femmes? Répétons-le, ce sont aussi nos objectifs et ils s'opposent délibérément à ceux du V^e Plan gaulliste; mais nous ne pouvons promettre tout cela dans un délai d'un ou deux ans: la reconstruction des entreprises après leur nationalisation et la mise en œuvre du progrès technique exigent du temps et de très lourds investissements. Que diront les travailleurs qui auront pris ces promesses au pied de la lettre si, un an après le changement de régime, elles ne sont pas tenues? On leur expliquera qu'ils doivent patienter? Ils sont capables d'entendre ce langage même avant les élections.

Enfin, le P.C.F. reste muet sur les moyens de financer un tel progrès; ses propositions fiscales sont purement démagogiques; nous n'employons cet épithète que pour ce seul point, car ici, et ici seulement, il s'impose et encore peut-être avons nous tort, car quand le P.C. parle de « réduction des taxes d'Etat sur les produits de grande consommation », quel est le taux envisagé de réduction? 10 pour cent ou 50 pour cent c'est toujours une réduction; et qu'appelle-t-on produits de grande consommation?

POUR contrebalancer ces pertes fiscales, le P.C.F. prévoit des économies sur les dépenses militaires et, notamment (mais pas seulement), par la suppression de la force de frappe et une augmentation de la fiscalité sur les grosses sociétés; ceci ne paraît pas correspondre à l'ampleur des dépenses supplémentaires en investissements, en équipements, en logements, mais ici encore c'est une question de calendrier, de délai, car cette orientation générale est aussi la nôtre.

Nous reviendrons, dans des articles ultérieurs, sur les aspects plus spécialisés du programme avec lesquels nous nous sentons en désaccord, ou pour lesquels des éclaircissements sont souhaitables: méthodes du développement régional, agriculture, fiscalité, logement, investissements étrangers, Marché commun, loyers, nationalisations, gestion des entreprises publiques... Marquons seulement une surprise pour le moment, l'absence de toute définition des rapports économiques de la France avec l'extérieur. Pour nous résumer, les objectifs économiques et sociaux du Parti Communiste impliquent une transformation très profonde du régime, mais on voit mal comment les choses pourraient se passer, face aux énormes résistances des milieux privilégiés à l'intérieur et à l'extérieur, quelle serait la stratégie suivie, quels moyens mettrait-elle en œuvre pour éviter un effondrement de la production ou une crise d'inflation: contrôle du crédit, accords sur les revenus, calendrier des réalisations, surveillance des capitaux; tout cela mériterait des précisions. Les difficultés d'une opération pourtant moins radicale ont été longuement analysées au Colloque de Grenoble dans le souci non de décourager, mais de faire travailler pour réussir; cet effort, s'il est poursuivi parallèlement au sein du P.C., n'apparaît pas encore dans ses programmes; il est plus apparent dans celui de la Fédération mais ici ce sont plutôt les ambitions réformatrices qui nous paraissent manquer d'ampleur comme nous nous efforcerons de le montrer dans un deuxième article.